

Allocution télévisée de M. Valéry Giscard d'Estaing, Président de la République, Paris, Palais de l'Élysée, le 12 juin 1974

BONSOIR MADAME, BONSOIR MADEMOISELLE, BONSOIR MONSIEUR, COMME PRESIDENT, JE N'AURAI PAS TOUJOURS DES CHOSES FACILES A VOUS ANNONCER ET IL PEUT MEME ARRIVER UN JOUR QUE J'AIE DES CHOSES DIFFICILES A VOUS DIRE. JE LE FERAI CEPENDANT MOI-MEME, LORSQU'IL S'AGIRA DE QUESTIONS QUI INTERESSENT L'ENSEMBLE DE LA POLITIQUE FRANCAISE OU L'ENSEMBLE DES FRANCAISES ET DES FRANCAIS, CE QUI EST LE CAS AUJOURD'HUI POUR LE PROGRAMME DE LUTTE CONTRE L'INFLATION QUI A ETE ADOPTE CE MATIN PAR LE CONSEIL DES MINISTRES SUR LA PROPOSITION DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES. QUELS SONT LES OBJECTIFS DE CE PROGRAMME ?. QUELS SONT LES MOYENS MIS EN_OEUVRE ?. C'EST CE QUE JE VOUDRAIS, CE SOIR VOUS DECRIRE. D'ABORD, LES OBJECTIFS. IL Y EN A DEUX : RETABLIR L'EQUILIBRE ECONOMIQUE DE LA FRANCE ET, D'AUTRE_PART, CONDUIRE LE CHANGEMENT DE L'ECONOMIE FRANCAISE POUR LA RENDRE DANS L'AVENIR MOINS VULNERABLE AUX INFLUENCES OU AUX ACCIDENTS VENUS DE L'EXTERIEUR.

=SITUATION ECONOMIQUE = ECHANGES EXTERIEURS= D'ABORD, RETABLIR L'EQUILIBRE ECONOMIQUE DE LA FRANCE VIS-A-VIS DE L'EXTERIEUR, VIS-A-VIS DE L'INTERIEUR. NOTRE EQUILIBRE EXTERIEUR A ETE ROMPU, VOUS LE SAVEZ, PAR LE RENCHERISSEMENT DES PRIX DES PRODUITS IMPORTES, MATIERES PREMIERES ET PRODUITS PETROLIERS. A L'HEURE ACTUELLE, NOTRE DEFICIT MENSUEL EST DE L-ORDRE DE 2 MILLIARDS DE FRANCS. L'OBJECTIF DU GOUVERNEMENT, C'EST DE REVENIR A UNE SITUATION D'EQUILIBRE A LA FIN DE 1975 =DATE= ET DONC DE REDUIRE D'ABORD NOTRE DEFICIT DE 2 MILLIARDS A 1 MILLIARD EN UN AN, C'EST-A-DIRE D'ICI LA FIN DU PREMIER SEMESTRE DE 1975, POUR EN VENIR, A LA FIN DE L'ANNEE, A L'EQUILIBRE DE NOS ECHANGES EXTERIEURS. UN PAYS VIGOUREUX, INDEPENDANT COMME LA FRANCE A LE DEVOIR D'ASSURER LUI-MEME SON EQUILIBRE EXTERIEUR ET DE LE FAIRE RAPIDEMENT\ C'EST CE QUE NOUS ALLONS REALISER ENSEMBLE\

=LUTTE CONTRE L'INFLATION= DEUXIEME OBJECTIF, IL CONCERNE LE RETABLISSEMENT DE L'EQUILIBRE INTERNE, C'EST-A-DIRE LE RALENTISSEMENT DE LA HAUSSE DES PRIX QUE VOUS CONNAISSEZ, DONT VOUS SOUFFREZ ET QUI A ETE FORTE AU-COURS DES DERNIERS MOIS, TRES FORTE PUISQU'ELLE A ATTEINT, AU-COURS DES MOIS LES PLUS RECENTS, UN RYTHME MENSUEL DE L-ORDRE DE 1,6 %. L'OBJECTIF DU GOUVERNEMENT, C'EST DE REVENIR EN UN AN, C'EST-A-DIRE A LA FIN DU PREMIER SEMESTRE DE 1975, AU MEME RYTHME QUE LES PAYS LES PLUS FAVORISES A L'HEURE ACTUELLE PARMIS NOS CONCURRENTS, C'EST DONC DE REJOINDRE PROGRESSIVEMENT UN RYTHME DE HAUSSE DES PRIX MENSUELLE MAXIMUM DE L-ORDRE DE 0,5 %, 0,6 % PAR MOIS ET, SUR LE CHEMIN DE CETTE REDUCTION, DE RAMENER D'ICI LA FIN DE L'ANNEE NOTRE RYTHME MENSUEL A UN CHIFFRE DE L-ORDRE DE GRANDEUR DE 1 % PAR MOIS. C'EST UN OBJECTIF, EN REALITE, TRES AMBITIEUX PUISQUE CELA VEUT DIRE EN UN AN, REDUIRE DE PRES DE DEUX TIERS LE RYTHME ACTUEL DE LA HAUSSE DES PRIX. C'EST DONC UN OBJECTIF QUI VOUS CONCERNE, QUI VOUS INTERESSE DIRECTEMENT\

=FISCALITE= QUELS SONT LES MOYENS MIS EN_OEUVRE ?. CONCERNANT LE RETABLISSEMENT DE L'EQUILIBRE, VOUS SAVEZ QUE LE ROLE DES FINANCES

PUBLIQUES, DU BUDGET, EST UN ROLE ESSENTIEL, CENTRAL. C'EST POURQUOI UNE CONTRIBUTION FISCALE EXCEPTIONNELLE SUPPLEMENTAIRE SERA DEMANDEE AU-TITRE DE LA LUTTE CONTRE L'INFLATION. CETTE CONTRIBUTION SERA D'ABORD DEMANDEE AUX SOCIETES SOUS LA FORME D'UNE MAJORATION DE 18 % AU-TITRE DE CETTE ANNEE DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES DES SOCIETES. A COTE DE CETTE MAJORATION, D'AUTRES DISPOSITIONS TECHNIQUES CONCERNANT LES SOCIETES ET LES ENTREPRISES RAPPORTERONT AU TRESOR UN SUPPLEMENT DE RESSOURCES FISCALES DE 6 MILLIARDS DE FRANCS, EN PROVENANCE DES SOCIETES\

=LUTTE CONTRE L'INFLATION= =FISCALITE= A COTE DE L'IMPOT SUR LES SOCIETES, UN EFFORT SERA DEMANDE EGALEMENT AUX CONTRIBUABLES. CET EFFORT SERA CALCULE EN-FONCTION DU NIVEAU DE LEUR REVENU. POUR LES REVENUS MODESTES EXONERES DE L'IMPOT SUR LE REVENU : PAS DE CONTRIBUTION. POUR LES CONTRIBUABLES QUI PAIENT LES SOMMES LES PLUS FAIBLES AU-TITRE DE L'IMPOT SUR LE REVENU : PAS DE CONTRIBUTION. PUIS, A-PARTIR D'UN CERTAIN SEUIL, UNE MAJORATION EXCEPTIONNELLE AU-TITRE DE 1974, ALLANT DE 5 % JUSQU'A 15 % MAXIMUM. CETTE MAJORATION SERA CALCULEE EN-FONCTION DES PARTS DE L'IMPOT SUR LE REVENU, DE FACON A RESPECTER LE CARACTERE FAMILIAL DE NOTRE IMPOT. LE TAUX DE 15 % DE MAJORATION EXCEPTIONNELLE SERA ATTEINT A-PARTIR DE 10 000 F D'IMPOTS PAR AN CE QUI REPRESENTE UN NOMBRE RELATIVEMENT RESTREINT DE CONTRIBUABLES. CETTE MAJORATION EXCEPTIONNELLE SERA REMBOURSEE PARTIELLEMENT, C'EST-A-DIRE QUE 5 POINTS DE MAJORATION SERONT REMBOURSES L'ANNEE PROCHAINE. DONC, POUR LES CONTRIBUABLES QUI AURONT ACQUITTE UNE MAJORATION DE 5 %, CELLE-CI LEUR SERA INTEGRALEMENT REMBOURSEE. LA MOITIE SERA REMBOURSEE A CEUX QUI AURONT ACQUITTE UNE MAJORATION DE 10 % ET UN TIERS SERA REMBOURSE A CEUX QUI AURONT CONNU LE TAUX LE PLUS ELEVE DE 15 %. VOICI POUR L'EFFORT FISCAL. ON PEUT NATURELLEMENT CRITIQUER CET EFFORT FISCAL EN INDIQUANT QU'IL EST DEMANDE A CEUX QUI PAIENT L'IMPOT ET A CEUX QUI PAIENT INTEGRALEMENT L'IMPOT, ET C'EST VRAI\

=LUTTE CONTRE L'INFLATION= C'EST POURQUOI, J'AI DEMANDE AU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES DE PREVOIR CERTAINES DISPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES POUR ASSURER UNE MEILLEURE REPARTITION DE L'EFFORT FISCAL, NOTAMMENT UN PRELEVEMENT SUPPLEMENTAIRE DE 10 % SERA DEMANDE EN 1974 AU-TITRE DES PLUS-VALUES REALISEES EN-MATIERE IMMOBILIERE. IL EST EGALEMENT PREVU L'INSTAURATION PROGRESSIVE EN FRANCE D'UN REGIME GENERAL DE TAXATION DES PLUS-VALUES PAR ASSIMILATION DE CES PLUS-VALUES A DES REVENUS AU-TITRE DE L'IMPOT. C'EST UNE REFORME D'ENSEMBLE QUI DOIT ETRE CONDUITE AVEC TOUTE LA REFLEXION, LA MINUTIE NECESSAIRES ET QUI DEVRAIT DONC POUVOIR ETRE PROPOSEE AU PARLEMENT DES L'ANNEE PROCHAINE, DE FACON A ENTRER EN_VIGUEUR DANS LE BUDGET DE L'ANNEE SUIVANTE\

A COTE DE CET EFFORT FISCAL EXCEPTIONNEL, L'ETAT S'IMPOSERA UN EFFORT D'ECONOMIE `ECONOMISER` SUPPLEMENTAIRE A HAUTEUR DE 1 MILLIARD DE FRANCS SUR LES CREDITS PREVUS POUR 1974, EN FAISANT EN SORTE NATURELLEMENT D'EVITER QUE CET EFFORT D'ECONOMIE NE PORTE SUR L'EQUIPEMENT NECESSAIRE DU PAYS, ET NOTAMMENT SON EQUIPEMENT D'EDUCATION ET SON EQUIPEMENT SOCIAL. AU TOTAL, L'AMELIORATION DES FINANCES PUBLIQUES FRANCAISES EN 1974 APPROCHERAIT DE CE FAIT 10 MILLIARDS DE FRANCS ET ENTRAINDERAIT DONC UNE CONTRIBUTION TRES SUBSTANTIELLE DE LA PART DU BUDGET ET DES FINANCES PUBLIQUES A LA LUTTE CONTRE L'INFLATION. POUR EVITER QUE LE TRESOR NE BENEFICIE DES PLUS-VALUES EXCEPTIONNELLES APPARENTES TIREES DE L'INFLATION, C'EST-A-DIRE TIREES DE LA HAUSSE DES PRIX, IL EST DECIDE QUE L'ETAT PROCEDERA A CERTAINS REMBOURSEMENTS D'AVANCES =PRETS= QUI LUI ONT ETE CONSENTIES DANS LE PASSE PAR LA BANQUE DE FRANCE. DES A PRESENT, 3,5 MILLIARDS D'AVANCES DE LA BANQUE DE FRANCE A L'ETAT EFFRONT L'ORIFT D'IN REMBOURSEMENT\

LA BANQUE DE FRANCE A LEVAT TOUTE L'OBJET D'UN REMBOURSEMENT\

=LUTTE CONTRE L'INFLATION= VOICI POUR LES FINANCES PUBLIQUES. J'EN VIENS A L'EPARGNE ET AU CREDIT. CONCERNANT L'EPARGNE POPULAIRE, C'EST-A-DIRE LES CAISSES D'EPARGNE, L'EPARGNE SUR LIVRET, IL EST PREVU UNE MAJORATION DE 2 POINTS SUPPLEMENTAIRES DE LA REMUNERATION DE CETTE EPARGNE, AINSI QUE DE L'EPARGNE RECUEILLIE SOUS FORME D'EPARGNE-LOGEMENT\

CONCERNANT LA POLITIQUE DU CREDIT, CELLE-CI SERA POURSUIVIE, C'EST-A-DIRE QUE LES PRINCIPES QUI ONT ETE POSES POUR LE MOIS DE JUIN SERONT PROLONGES POUR LE MOIS DE JUILLET ET QUE LES DISPOSITIONS NECESSAIRES SERONT PRISES POUR QUE L'ENSEMBLE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT RESPECTENT SCRUPULEUSEMENT LES NORMES QUI LEUR SONT FIXEES ET QUI SONT LEUR CONTRIBUTION A LA REALISATION DE NOTRE LUTTE CONTRE L'INFLATION\

=LUTTE CONTRE L'INFLATION= POUR CE QUI EST DE LA POLITIQUE DES PRIX, L'ENSEMBLE DES ENTREPRISES ET DES PRODUCTEURS SERONT INVITES A FAIRE CONNAITRE LE NIVEAU DETAILLE DE LEURS PRIX A UNE DATE DE REFERENCE QUI EST LA DATE DU 1ER JUIN ET IL SERA VEILLE, DANS LE DETAIL, A L'APPLICATION ET AU RESPECT DES CONTRATS DE PROGRAMMATION DE PRIX QUI ONT ETE SIGNES ET CONCLUS AVEC LES PRINCIPAUX SECTEURS AU-COURS DES DERNIERS MOIS. TEL EST LE DISPOSITIF DE RETABLISSEMENT DE NOTRE EQUILIBRE EXTERIEUR ET INTERIEUR DANS UN COURT DELAI PUISQUE VOUS VOYEZ QU'EN-MATIERE DE PRIX NOTRE OBJECTIF EST UN OBJECTIF EN UN AN ET QU'EN-MATIERE DE COMMERCE EXTERIEUR, C'EST AVANT LA FIN DE L'ANNEE PROCHAINE QUE L'EQUILIBRE DEVRAIT ETRE RETABLI\

=LUTTE CONTRE L'INFLATION= =ECHANGES EXTERIEURS= MAIS IL Y A UN SECOND OBJECTIF, QUI EST D'ENGAGER L'ECONOMIE FRANCAISE DANS UNE VOIE QUI LUI PERMETTE D'ETRE MOINS VULNERABLE A L'ACCIDENT VENU DE L'EXTERIEUR. VOUS AVEZ CONSTATE, COMME JE L'AI FAIT MOI-MEME, QUE CES HAUSSES DE PRIX DE MATIERES PREMIERES, QUE CES HAUSSES DES PRIX DE L'ENERGIE, AVAIENT ATTEINT L'ECONOMIE FRANCAISE PLUS DUREMENT, PLUS SEVEREMENT QUE CELLE DE CERTAINS DE NOS GRANDS CONCURRENTS ET QU'IL Y AVAIT DONC UNE FRAGILITE DE L'ECONOMIE FRANCAISE A L'INFLATION QU'IL FALLAIT GUERIR. POUR LA GUERIR, IL FAUT D'ABORD DEVELOPPER ENCORE NOTRE ACTIVITE EXPORTATRICE. LA FRANCE DOIT DEVENIR UN TRES GRAND PAYS EXPORTATEUR AFIN D'ASSURER, NON SEULEMENT POUR L'ANNEE EN-COURS, NON SEULEMENT POUR 1975, MAIS POUR L'AVENIR, L'EQUILIBRE PERMANENT DE SES ECHANGES EXTERIEURS\

=LUTTE CONTRE L'INFLATION= =MODERATION DES PRIX PAR LA FISCALITE= IL FAUT, ENSUITE, CREER UN INSTRUMENT PERMANENT DE MODERATION DE L'EVOLUTION DES PRIX EN FRANCE ET CE N'EST PAS DANS LA VOIE DE CONTROLE ADMINISTRATIF DES PRIX QUE NOUS POUVONS RECHERCHER CET INSTRUMENT, MAIS SANS DOUTE PLUTOT DANS LA VOIE FISCALE, EN FAISANT EN SORTE QUE CEUX DES PRODUCTEURS QUI ONT UNE ATTITUDE DE MODERATION DE LEURS PRIX NE SOIENT PAS PENALISES ET QU'AU CONTRAIRE CEUX QUI RECHERCHENT UN AVANTAGE OU UN PROFIT SUPPLEMENTAIRE PAR UNE MAJORATION EXCESSIVE DE LEURS PRIX SE VOIENT IMPOSER UNE CONTRIBUTION DE MODERATION DE L'EVOLUTION DE LEURS PRIX. C'EST UNE REFORME FONDAMENTALE QUI CONSISTERAIT A DOTER LA FRANCE, A CET EGARD, D'UNE LEGISLATION D'AVANT-GARDE ASSURANT UN EQUILIBRE ECONOMIQUE PERMANENT ET UNE MODERATION PERMANENTE DE NOS PRIX. LE GOUVERNEMENT VA S'Y CONSACRER\

=LUTTE CONTRE L'INFLATION= =TRANSPORTS= IL FAUT, ENFIN, ECONOMISER AUTANT QUE POSSIBLE L'ENERGIE ET LES MATIERES PREMIERES QUE NOUS IMPORTONS, VOUS LE SAVEZ, EN TOTALITE. NOUS AURIONS PU RECHERCHER CETTE ECONOMIE D'ENERGIE EN ORGANISANT CE QU'ON APPELLE LE RATIONNEMENT PAR L'ARGENT, C'EST-A-DIRE EN RENDANT LES PRIX DES PRODUITS ENERGETIQUES TRES CHERS POUR DECOURAGER LA CONSOMMATION. LE GOUVERNEMENT N'A PAS VOULU LE FAIRE, CONSCIENT QU'IL ETAIT DE L'INJUSTICE DU RATIONNEMENT PAR L'ARGENT. C'EST POURQUOI LES

DISPOSITIONS QUI ONT ETE PRISES CONCERNANT LES PRIX DE L'ENERGIE SONT VOLONTAIREMENT MODEREES : UNE HAUSSE MOYENNE DE 5 % DE L'ENSEMBLE DES PRODUITS ENERGETIQUES, MODULEE EN-FONCTION DE LA _NATURE DE CES PRODUITS, UNE AUGMENTATION DE 5 CENTIMES DE LA FISCALITE SUR LES CARBURANTS, C'EST-A-DIRE SUR L'ESSENCE ET SUR LE SUPER-CARBURANT, ALORS QUE DES CHIFFRES TRES SUPERIEURS, VOUS LE SAVEZ, AVAIENT ETE ENVISAGES AU-COURS DES JOURS DERNIERS. LA TOTALITE DU PRELEVEMENT FISCAL SUPPLEMENTAIRE, C'EST-A-DIRE DE CES 5 CENTIMES, SERA AFFECTEE A LA REDUCTION DU TAUX DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE QUI FRAPPE LES TRANSPORTS EN_COMMUN. ACTUELLEMENT, LES TRANSPORTS EN_COMMUN PAYENT UNE TVA DE 17,6 %, QUI SERA BAISSEE DE 10 POINTS, C'EST-A-DIRE RAMENEE A 7 % ET, DONC, TOUT L'EFFORT QUI EST DEMANDE AUX AUTOMOBILISTES SERA AFFECTE AUX USAGERS DES TRANSPORTS EN_COMMUN, CE QUI PERMET D'ANNONCER, POUR L'ANNEE A VENIR, QU'EN-MATIERE DE TRANSPORTS EN_COMMUN, C'EST-A-DIRE SNCF VOYAGEURS, RATP, TRANSPORTS EN_COMMUN DANS LES GRANDES VILLES, IL N'Y AURA PAS D'AUGMENTATION DES TARIFS, MALGRE LA TRES FORTE AUGMENTATION DES CARBURANTS AU-COURS DE CETTE ANNEE\

=LUTTE CONTRE L'INFLATION - RATIONNER LE FUEL DOMESTIQUE= IL FAUT ENFIN QUE CET EFFORT D'ENERGIE INTERESSE L'ENSEMBLE DES CONSOMMATIONS DE CHAUFFAGE ET C'EST POUR LE FAIRE QUE LE GOUVERNEMENT VA METTRE EN_PLACE UN DISPOSITIF DE RATIONNEMENT PHYSIQUE DE LA CONSOMMATION D'ENERGIE PETROLIERE AFFECTEE AU CHAUFFAGE. ON AURAIT PU IMAGINER, LA AUSSI LE RATIONNEMENT PAR L'ARGENT, C'EST-A-DIRE PAR LES PRIX. IL AURAIT ETE INJUSTE. IL VAUT MIEUX ORGANISER, SANS POSSIBILITE, NATURELLEMENT, DE FRAUDE, UN RATIONNEMENT PHYSIQUE, C'EST-A-DIRE QUI ASSURE LA SATISFACTION DES BESOINS DE CHAUFFAGE DE L'ENSEMBLE DES FOYERS ET DE L'ENSEMBLE DES LOCAUX EN FRANCE, MAIS EN MAINTENANT CETTE CONSOMMATION DE CHAUFFAGE AU NIVEAU MOYEN DES DERNIERES ANNEES, DE FACON A EVITER QUE LA FRANCE NE DEPENSE TROP DE SES RESSOURCES ET DE SA SUBSTANCE POUR ACHETER DES CARBURANTS QU'ELLE IMPORTE, VOUS LE SAVEZ, EN TOTALITE ET DONT PRES DE 40 % SONT UTILISES ANNUELLEMENT AUX DEPENSES PHYSIQUES DE CHAUFFAGE\

=LUTTE CONTRE L'INFLATION= QUEL JUGEMENT PEUT-ON PORTER SUR CE PROGRAMME ? JE VOUS FERAI, A CET EGARD, LES OBSERVATIONS SUIVANTES : IL NE FAUT PAS DISSIMULER LA NECESSITE DE L'EFFORT £ CELA NE SERT A RIEN DE DISSIMULER LA NECESSITE DE L'EFFORT ET, D'AILLEURS, VOUS SAVEZ TRES BIEN, LES UNS ET LES AUTRES, QUE CET EFFORT EST NECESSAIRE. LA FRANCE A SUBI UN PRELEVEMENT EXTERIEUR, PUISQU'ELLE PAYE PLUS CHER CE QU'ELLE IMPORTE ET, EN-PARTICULIER, SON ENERGIE£ IL FAUT DONC QU'AU_PRIX D'UN EFFORT ELLE RECONSTITUE SA PROPRE SUBSTANCE ET QU'ELLE ASSURE ELLE-MEME SON EQUILIBRE. C'EST CE QUE NOUS ALLONS FAIRE. DEUXIEME REFLEXION, C'EST QUE CET EFFORT EST CONDUIT DANS UN ESPRIT DE JUSTICE ET C'EST EVIDENT. VOUS ALLEZ ENTENDRE SANS DOUTE UN CERTAIN NOMBRE DE COMMENTAIRES SUR CE PROGRAMME QUI DIRONT PLUS OU MOINS LE CONTRAIRE, MAIS REGARDEZ LES CHOSES : L'ESSENTIEL DE L'EFFORT EST ATTENDU DES ENTREPRISES PUISQUE, SUR L'AMELIORATION DE LA SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES DE LA FRANCE, LES ENTREPRISES FOURNIRONT ENVIRON LES DEUX TIERS DE LA RESSOURCE TOTALE, ET LORSQU'UN EFFORT EST DEMANDE AUX CONTRIBUABLES, IL EST DEMANDE EN-FONCTION DE LEURS REVENUS£ LES REVENUS LES PLUS PETITS, LES REVENUS MODESTES, SONT EPARGNES DANS CETTE CONTRIBUTION ET CE SONT SEULEMENT LES REVENUS MOYENS ET SUPERIEURS QUI APPORTERONT UNE CONTRIBUTION, CROISSANTE EN-FONCTION DE LEURS RESSOURCES. C'EST DONC UN EFFORT QUI EST CONDUIT DANS UN ESPRIT DE JUSTICE ET LA CONFIRMATION VOUS EN SERA DONNEE LA SEMAINE PROCHAINE PUISQUE, DES MERCREDI PROCHAIN, LE GOUVERNEMENT ABORDERA LE PROBLEME TRES IMPORTANT

DE LA TRANSFORMATION, DANS L'IMMEDIAT ET DANS LE FUTUR, DE LA SITUATION SOCIALE EN FRANCE. =L'EFFORT DE TOUS LES FRANCAIS= C'EST ENFIN UNE POLITIQUE A LAQUELLE IL FAUT QUE CHACUNE ET CHACUN D'ENTRE VOUS SE SENTENT ASSOCIES. LA LUTTE CONTRE L'INFLATION, CE N'EST PAS UNE ACTION QUE LE GOUVERNEMENT ENTREPREND POUR LE GOUVERNEMENT, C'EST UNE ACTION QU'IL ENTREPREND POUR L'ECONOMIE FRANCAISE ET POUR LE SORT DE CHACUNE ET DE CHACUN D'ENTRE VOUS. VOUS AVEZ RESSENTI, VOUS AVEZ SOUFFERT DE LA HAUSSE DES PRIX IL FAUT DONC APPORTER VOTRE CONTRIBUTION, VOTRE PARTICIPATION A CET EFFORT NATIONAL DE LUTTE CONTRE L'INFLATION, DONT J'AI LA CONVICTION QUE NOUS AVONS ENSEMBLE LA CAPACITE DE LA CONDUIRE A SON OBJECTIF, C'EST-A-DIRE AU SUCCES, C'EST-A-DIRE AU RETABLISSEMENT DE L'EQUILIBRE EXTERIEUR ET INTERIEUR DE LA FRANCE\

=LA JEUNESSE ET LES ELECTIONS= JE VOUDRAIS MAINTENANT, SI VOUS ME LE PERMETTEZ, VOUS DIRE UN MOT D'UNE TOUT AUTRE QUESTION. LORSQUE LE GOUVERNEMENT A TENU SA PREMIERE REUNION SOUS SA FORME COMPLETE, C'EST-A-DIRE AVEC LES MINISTRES ET LES SECRETAIRES_D_ETAT, IL A PRIS UNE DECISION TRES IMPORTANTE QUI EST DE PROPOSER AU PARLEMENT L'ABAISSMENT A 18 ANS DE L'AGE ELECTORAL EN FRANCE. C'EST UN ENGAGEMENT QUE J'AVAIS PRIS AU-COURS DE LA CAMPAGNE PRESIDENTIELLE ET DONT J'AI TENU A CE QU'IL SOIT HONORE AU-COURS DE LA PREMIERE REUNION PLENIERE DU NOUVEAU GOUVERNEMENT. VOUS SAVEZ QU'IL Y AVAIT DES DISCUSSIONS SUR L'AGE. CERTAINS PROPOSAIENT 20 ANS. D'AUTRES PROPOSAIENT 19 ANS, NOUS AVONS RETENU 18 ANS. POURQUOI ? PARCE QUE SI VOUS REGARDEZ LA SITUATION DANS LES GRANDS ETATS MODERNES DEMOCRATIQUES : EN ALLEMAGNE, EN GRANDE-BRETAGNE, AUX ETATS-UNIS, AU CANADA, DANS UN CERTAIN NOMBRE DE PAYS SOCIALISTES, L'AGE ELECTORAL, C'EST 18 ANS ET JE N'APERCOIS AUCUNES RAISONS POUR LESQUELLES LES JEUNES FRANCAISES ET LES JEUNES FRANCAIS NE POURRAIENT PAS EXERCER LEUR JUGEMENT OU PARTICIPER AUX GRANDES DECISIONS NATIONALES A UN AGE OU D'AUTRES PEUVENT LE FAIRE DANS D'AUTRES PAYS DU MONDE. CETTE DECISION, CETTE PROPOSITION QUE NOUS FAISONS AU PARLEMENT, C'EST AUSSI UN TEMOIGNAGE DE CONFIANCE DANS LA CAPACITE DE LA JEUNESSE FRANCAISE, PARCE QUE LA TRANSFORMATION DE LA SOCIETE FRANCAISE QUE NOUS VOULONS CONDUIRE ET QUE NOUS CONDUIRONS, J'ENTENDS QUE NOUS LA CONDUISONS AVEC L'APPUI, AVEC LE SOUTIEN, AVEC L'IMAGINATION, AVEC LA CONFIANCE DE LA JEUNESSE FRANCAISE QUI S'EXPRIMERA NOTAMMENT DESORMAIS PAR SON VOTE\

MADAME, MADEMOISELLE, MONSIEUR, VOUS VOUS SOUVENEZ QU'IL Y A QUELQUES SEMAINES, JE VOUS AI DIT QUE JE _COMPTAIS SUR VOUS. SI JE VOUS AI DIT QUE JE _COMPTAIS SUR VOUS, CE N'ETAIT PAS SEULEMENT POUR M'ELIRE ET PUIS QUE NOUS EN RESTIONS LA. C'ETAIT POUR QUE VOUS M'AIDIEZ A CONDUIRE LA TRANSFORMATION DE LA POLITIQUE ET DE LA SOCIETE FRANCAISE, ET C'EST CETTE TRANSFORMATION QUE NOUS ALLONS CONDUIRE ENSEMBLE DANS DES TEMPS QUI SONT EN EFFET A L'HEURE ACTUELLE DES TEMPS DIFFICILES. NOUS LA CONDUIRONS ENSEMBLE PARCE QUE JE _COMPTESUR VOTRE PARTICIPATION, SUR VOTRE SOUTIEN ET MEME, J'ESPERE, SUR VOTRE CONFIANCE\